

# La "Main rouge" tue en Belgique

Dans le même mois, la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme français vient de frapper trois fois et de faire deux victimes en Belgique.

Le 9 mars, l'étudiant algérien AKLI AISSIOU, membre du F.L.N., tombait assassiné d'un coup de feu à son domicile de Bruxelles.

Les circonstances de cet assassinat étaient semblables à celles du meurtre de M<sup>e</sup> OULD AOUDIA à Paris en mai dernier, avec l'utilisation dans les deux cas d'une arme munie d'un silencieux.

Le 25 mars, deux attentats étaient perpétrés, d'une manière particulièrement sadique, contre deux citoyens belges connus pour leur sympathie à la cause de la Révolution algérienne.

L'un de ces attentats échouait, l'autre causait la mort d'un professeur d'histoire de Liège, M. Georges LAPERCHES, personnalité connue et estimée, non militant, mais ayant une opinion favorable aux Algériens, victime désignée parce qu'ayant parrainé un comité de soutien aux Algériens.

L'autre victime désignée est un professeur de Bruxelles, Pierre Le GREVE, bien connu pour son action en faveur des militants algériens du F.L.N., membre du Parti Socialiste Belge et rédacteur de l'organe hebdomadaire socialiste LA GAUCHE.

Ses articles dénonçaient régulièrement les agissements conjoints des organisations terroristes et de la police française et des tueurs du M.N.A. qui passent régulièrement la frontière pour assassiner les militants F.L.N., ainsi que la passivité et la complicité de la police belge.

L'organisation des attentats était particulièrement bien montée. Le même jour, presque à la même heure, arrivaient par la poste, aux domiciles de chacun des deux professeurs, un colis renfermant un exemplaire du livre de HAFID KERAMANE, LA PACIFICATION (livre noir, de six années de guerre, en Algérie), édité à Lausanne, et qui vient d'être interdit en France. Le choix du titre était propre à désarmer la suspicion des destinataires.

Le livre était entouré de sa bande d'origine, dans son emballage cartonné, la mise en scène était parfaite.

Le livre était évidé en son milieu, après une vingtaine de pages normales et contenait une petite bombe miniature, avec un dispositif de mise à feu, destiné à faire exploser l'engin lors de sa manipulation. Comble de sadisme, l'explosif était entouré d'un matelas de 250 clous destiné à renforcer la puissance de choc de l'engin et à causer des dégâts irréparables dans les chairs.

Le piège fonctionna chez le malheureux professeur LAPERCHES qui devait s'écrouler, affreusement déchiqueté, au moment où, soit il défaisait le colis, soit il feuilletait le livre.

Il devait mourir à l'hôpital sans avoir pu donner d'indications précises.

L'explosif devait être particulièrement puissant pour un si petit volume, puisque l'appartement devait être ravagé, les meubles pulvérisés, le plafond souflé par l'explosion.

Pour une raison quelconque, le dispositif ne fonctionna pas chez son collègue de Bruxelles Pierre Le GREVE. C'est sa compagne qui avait reçu le colis et qui l'avait ouvert. Elle s'aperçut que le livre était évidé en son milieu et contenait une petite boîte, et, se doutant d'un danger, elle porta le tout dans son jardin et appela la police.

Cette affaire a suscité une émotion considérable dans l'opinion publique belge. Pour la première fois, un citoyen belge devait tomber sous le coup des tueurs ultras français, victime de ses opinions ; un autre devait y échapper de peu.

Ces attentats font suite à une longue série d'agressions et d'assassinats dont ont été victimes les militants algériens, réfugiés en Belgique, de la part de tueurs du M.N.A. armés

par la police française, avec la bienveillance évidente de la police belge, dans le seul but de nuire à l'immigration algérienne.

Même l'affaire BERTHOMMIER et de la bombe de BLEHARIES n'avait pas suscité de grande passion en Belgique, hors la presse de gauche, ni même l'assassinat récent de AKLI AISSIOU. Mais, cette fois-ci, l'erreur politique des auteurs du double attentat est de taille. Leur intention évidente d'intimider et d'effrayer l'opinion publique belge se retourne contre eux.

Pour la première fois, l'unanimité est réalisée dans la presse belge pour flétrir de tels agissements. La presse de droite, de langue française, traditionnellement francophile, se trouve obligée d'appuyer la campagne pour la répression de tels actes. Le Parlement a été saisi du problème, la police a décidé de se remuer.

Les thèses du colonialisme français sortent quelque peu ternes de l'affaire.

Les militants anticolonialistes belges sauront utiliser la nouvelle situation pour faire reconnaître le droit d'asile aux réfugiés algériens ainsi qu'un statut leur permettant de résider et de travailler pour une durée illimitée en Belgique. Ce que les attentats passés avaient pour but d'empêcher.

Il est aussi grand temps d'agir en France contre la guerre d'Algérie et ainsi de contraindre les ultras à cesser leur action en France et hors de France.

Au procès, dit de la « Wilaya 3 » 5 ANS DE PRISON à Mlle Cécile DECUGIS accusée d'avoir apporté son aide à la Révolution Algérienne.

Ceci concerne-t-il la Gauche française ou non ?

## Intérêts « nationaux » et socialisme

Les poursuites contre l'organe « Vérités pour » ont suscité des réactions diverses. Dans « l'Humanité », on n'a pas crié au provocateur, comme ce fut le cas quand des communistes oppositionnels furent arrêtés pour de semblables motifs. On se borna à dire : ce ne sont pas des communistes, ceux-ci sont pour l'action de masse (1).

Mais l'activité de Fr. Jeanson et de ceux qui sont poursuivis fut critiquée par les « gauche non-communistes », Bourdet dans « France Observateur » et Domenach dans « Esprit » et « l'Express ». Ce n'est pas tel ou tel mot d'ordre qu'ils ont discuté, mais le fond de l'attitude, c'est-à-dire la solidarité avec le combat du peuple algérien. Domenach peut comprendre des actions charitables, mais pas une activité au profit de la Révolution algérienne contre l'impérialisme français. Bourdet prétend que Jeanson ne travaillait pas pour « la paix ».

Direction du PCF et gauche non communiste, en l'occurrence, ont une position de fond commune : ils connaissent des « intérêts » (intérêts nationaux, la paix...) qu'ils situent au-dessus de la Révolution algérienne, de la lutte d'un peu

(1) En fait d'action de masse, c'est depuis plus de cinq ans l'inaction. Selon certaines informations, le PCF a procédé à l'exclusion de membres qui, dans ces circonstances, auraient apporté une aide personnelle à des Algériens et qui se trouveraient sous le coup de la répression bourgeoise.